Pieds-noirs : l'indignité de Hollande

N° 4138 DU 17 AU 23 MARS 2016 — 4,30 €

VALEURSACTUELLES.COM

VALEURS ACTUELLES

"IL N'EST DE RICHESSE QUE D'HOMMES." JEAN BODIN

MÉDECINS DE CAMPAGNE
À la rencontre des derniers chevaliers servants

La droite qu'on aime

La France des valeurs de Denis Tillinac

Tout ce que veut et pense le peuple de droite

DOM : 5,20 € - BELGIQUE, GRÈCE, ITALIE : 4,60 € - LUX. : 4,90 €
ALLEMAGNE, AUTRICHE, PORTUGAL : 5 € - SUISSE : 6,20 CHF
MAROC : 49 DH - TUNISIE : 5 DT - ZONE CFA : 3 200 CFA - CDN : 6,90 CAD

M 02810 - 4138 - F: 4,30 €

Une image que François Hollande veut purger de la mémoire française : celle d'une famille chassée d'Algérie après le 19 mars 1962. "La valise ou le cercueil" comme on disait alors…

AFP

19 mars : non à la commémoration de la honte et du déshonneur !

Grande pétition nationale

La décision du chef de l'État de célébrer le "cessez-le-feu" du 19 mars 1962 est un coup de poignard porté aux pieds-noirs et aux harkis, dont plus de 100 000 ont été assassinés après cette date. À l'initiative de "Valeurs actuelles", les plus importantes associations nationales de rapatriés s'unissent pour adresser cette pétition solennelle au président de la République. Tous les Français et tous les élus sont appelés, à leur tour, à la signer sur notre site. Pour dire non à l'attitude indigne de François Hollande et des lobbies de la repentance. Supprimer les rues du 19-Mars de nos villes et villages. Et rendre justice, enfin, aux pieds-noirs, aux harkis et à tous les rapatriés. Pour eux. Pour la France. Et pour l'Histoire.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, un président de la République, François Hollande, a décidé d'assister aux commémorations du 19 mars, alors même que tous ses prédécesseurs, à commencer par le président François Mitterrand, s'étaient toujours refusés, dans un esprit de concorde, à reconnaître par leur présence cette date des plus contestables.

Il y a cinquante-quatre ans, un million de Français d'Algérie subissait en effet un exode dramatique et plus de 100 000 harkis et pieds-noirs étaient assassinés par le FLN dans l'indifférence générale, pour la plupart après ce "cessez-le-feu" du 19 mars 1962.

En décidant d'accomplir cette démarche, le chef de l'État a choisi délibérément de tourner le dos à une partie de ses compatriotes et d'afficher son mépris pour les drames de dizaines de milliers de victimes : appelés du contingent, militaires engagés, pieds-noirs victimes d'enlèvements et d'assassinats, notamment lors des terribles journées du 26 mars 1962 à Alger et du 5 juillet 1962 à Oran, et, bien sûr, harkis massacrés dans d'indescriptibles conditions.

En prenant le parti d'honorer à cette date funeste le souvenir des civils et militaires français disparus lors de la guerre d'Algérie, François Hollande a choisi aussi de sacrifier la vérité historique, car chacun sait que le "cessez-le-feu" du 19 mars 1962 n'a jamais été respecté et que, loin d'avoir marqué la fin de la guerre, il symbolise, bien au contraire, le début du déchaînement des violences contre les Français d'Algérie.

Comment ne pas rappeler, en effet, que 80 % des victimes civiles françaises de la guerre d'Algérie ont été assassinées par le FLN après les accords d'Évian ?

En affichant son soutien à la seule date du 19 mars, rejetée par la quasi-totalité des associations d'anciens combattants et par l'ensemble des associations de Français d'Algérie, harkies et pieds-noires confondues, le chef de l'État a en outre fait le choix de la provocation.

Alors que son rôle aurait dû être d'apaiser les mémoires et d'unir la nation dans le souvenir, François Hollande a pris le risque de diviser la communauté nationale et d'aviver les blessures de milliers de familles de Français.

> "Nous invitons le président de la République à prendre les initiatives nécessaires pour revenir sur l'officialisation de la date du 19 mars 1962. De la même manière, nous invitons tous les maires à décider que soient débaptisées toutes les rues et places du 19-Mars-1962 qui insultent les consciences et la mémoire françaises."

Enfin, en commémorant le 19 mars 1962, François Hollande, en plus de jeter le voile noir de l'oubli sur les souffrances d'une partie de ses compatriotes, poursuit sa démarche de repentance vis-à-vis de l'Algérie, qui célèbre le 19 mars comme une victoire et exige que ne soit reconnue qu'une seule catégorie de victimes.

L'histoire de la guerre d'Algérie ne saurait s'écrire en noir et blanc.

Toutes les souffrances doivent être respectées et tous les drames reconnus.

C'est la raison pour laquelle nous invitons le président de la République à prendre toute la mesure du trouble et de la colère que la célébration d'une date aussi inique pour la mémoire nationale et insultante pour celle de milliers de victimes provoque et lui demandons solennellement de prendre les initiatives nécessaires pour revenir sur l'officialisation de la date du 19 mars 1962.

De la même manière, nous invitons tous les maires, élus, conseillers municipaux à décider ou à demander que soient débaptisées toutes les rues et places du 19-Mars-1962 qui constituent des taches indélébiles dans nos villes et villages et insultent les consciences et la mémoire françaises.

Il y va de l'unité de la nation et de l'équité des mémoires. ●

Les signataires

Thierry Rolando, *président national du Cercle algérianiste ;*
Alain Algudo, *président du Comité de défense des Français d'Algérie ;*
Jacques Alim, *président d'Ajir (Association justice information et réparations) pour les harkis ;*
Jean-Marie Avelin, *président du Comité Veritas ;*
Gilles Bonnier, *secrétaire général du Comité de liaison des associations nationales de rapatriés ;*
Maurice Calmein, *président de SOS Outre-mer ;*
Bernard Coll, *secrétaire général de Jeune Pied-noir ;*
Denis Fadda, *président de l'association France-Afrique ;*
Nicole Ferrandis-Delvarre, *présidente de l'Association des familles des victimes du 26 mars 1962 et de leurs alliés ;*
Michel Lévy, *président du Groupement national pour l'indemnisation des biens spoliés ou perdus outre-mer ;*
Stéphane Lucci, *président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français repliés d'Algérie ;*
Francette Mendoza, *présidente de l'Amicale nationale des enfants de l'Algérois ;*
Claude Poli, *président de la Fédération nationale des rapatriés ;*
Claude Rochette, *président de l'association Souvenir du 26 mars 1962 ;*
Roger Saboureau, *secrétaire de Secours de France ;*
Yves Sainsot, *président de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord, d'outre-mer et de leurs amis ;*
Jean-Claude Simon, *président des Amitiés oraniennes ;*
Susy Simon-Nicaise, *présidente de l'Association du mémorial national des disparus ;*
Jean-Félix Vallat, *président de la Maison des agriculteurs français d'Algérie.*

Signez, vous aussi, notre appel sur www.valeursactuelles.fr